

ARRETE DU PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION LUNEL AGGLO

REGIE DE RECETTES

Médiathèque intercommunale Lunel Agglo– R 311335RR (ex : R 335)

Nomination d'un régisseur et mandataires suppléants

Abroge et remplace

Les arrêtés n°03-2018 du 26 juillet 2018, n°04-2018 du 28 août 2018, n°21-2022 du 7 décembre 2022

Le Président de la Communauté d'Agglomération Lunel Agglo,

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;

Vu les articles R1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;

Vu le décret n°2022-1605 du 22 décembre 2022 portant application de l'ordonnance n°2022-408 du 23 mars 2022 relative au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics ;

Vu la délibération n°1652025 du conseil communautaire en date du 11 juillet 2025 autorisant le président à créer, modifier et supprimer des régies en application de l'article L 5211-10 du code général des collectivités territoriales

Vu la délibération n°1622022 en date du 10 novembre 2022 fixant le régime indemnitaire tenant - compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,

Vu la délibération 2112025 du 13 novembre 2025 instaurant l'indemnité de maniement de fonds ;

Vu les arrêtés n°03-2018 du 26 juillet 2018, n°04-2018 du 28 août 2018, n°21-2022 du 7 décembre 2022 portant nomination du régisseur titulaire, de ses mandataires suppléants et mandataires simples ;

Vu la décision n° 27-2026 du Président en date du 3 mars 2026 portant sur la modification de la régie de recettes ;

Vu l'avis favorable du régisseur titulaire du 6 janvier 2026 ;

Vu l'avis conforme du comptable assignataire en date du 25 février 2026.

ARRETE :

Article 1 : Les arrêtés n°03-2018 du 26 juillet 2018, n°04-2018 du 28 août 2018, n°21-2022 du 7 décembre 2022 sont abrogés.

Article 2 : Madame Julie Beraguas est nommée régisseur titulaire, de la régie de recettes médiathèque intercommunale Lunel Agglo– R 311335RR (ex : 335), avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci.

Article 3 : En cas d'absence pour maladie, congé ou tout autre empêchement exceptionnel Madame Julie Beraguas, est remplacé, par Mesdames Juliette Urban-Bodaine et Laurence Ramaut , mandataires suppléantes au sein cette régie de recettes, avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci.

Article 4 : Le régisseur bénéficie du régime indemnitaire lié à son groupe de fonctions défini par l'assemblée délibérante.

Le régisseur percevra l'indemnité de maniement des fonds d'un montant de 110.00 €.

Le régisseur ne percevra pas la Nouvelle Bonification Indiciaire.

Article 5 : les mandataires suppléants, bénéficient du régime indemnitaire lié à leur groupe de fonctions défini par l'assemblée délibérante.

Les mandataires suppléantes percevront une indemnité de manquement des fonds d'un montant de 110.00 € au prorata de la durée de la durée de remplacement du régisseur.

Article 6 : Le régisseur titulaire et les mandataires suppléants sont, conformément à la réglementation en vigueur, en charge de la garde et de la conservation des fonds et valeurs qu'ils recueillent, du manquement des fonds et des mouvements de comptes de disponibilités, de la conservation des pièces justificatives ainsi que de la tenue de la comptabilité des opérations.

Article 7 : Le régisseur titulaire et les mandataires suppléants ne doivent pas percevoir des sommes pour des produits autres que ceux énumérés dans l'acte constitutif de la régie, sous peine de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du code pénal. Ils doivent encaisser les produits et payer les charges selon les modes de recouvrement prévus par l'acte constitutif de la régie.

Article 8 : Le régisseur titulaire et les mandataires suppléants sont tenus de présenter leurs registres comptables, leurs fonds et leurs formules de valeurs inactives aux agents de contrôle qualifiés.

Article 9 : Le régisseur titulaire et les mandataires suppléants sont tenus d'appliquer chacun en ce qui les concerne, les dispositions de l'instruction interministérielle n°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative à l'organisation, au fonctionnement et au contrôle des régies des collectivités territoriales et de leurs établissements publics.

Article 10 : Le Président de la Communauté d'Agglomération Lunel Agglo et le Comptable assignataire de Saint Mathieu de Trévières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et inscrit au recueil des actes administratifs.

Lunel le 5 mars 2026

Signature de l'autorité qualifiée pour nommer les régisseurs et mandataires :

Le Président
de la CA Lunel Agglo,
Conseiller Départemental
de l'Hérault,
Jérôme Boisson



Signature du régisseur précédée de la formule manuscrite

« Vu pour acceptation »

Vu pour acceptation

Julie Beraguas

Signatures des mandataires suppléants précédées de la formule manuscrite

« Vu pour acceptation »

Juliette Urban-Bodaine

Vu pour acceptation
Bodaine

Laurence Ramaut

Vu pour acceptation
Ramaut

Arrêté n° 08 --2026	
Transmis en Préfecture le	
Affiché le	
Notifié le	

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif préalable auprès du Président de la Communauté d'Agglomération Lunel Agglo dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter :

- De sa publication ou notification
- De la décision de rejet prise par l'autorité compétente suite à l'exercice d'un recours administratif préalable
- Du silence gardé par l'administration pendant un délai de 2 mois suite à l'exercice d'un recours administratif préalable. (Articles R.421-1 à R.421-7 du code de justice administrative).

Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr

